

Unité départementale de l'Essonne  
Cité administrative  
Boulevard de France  
91012 Evry-Courcouronnes Cedex

Evry-Courcouronnes, le 09/05/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **REVIVAL**

9/11 rue Decauville  
91100 CORBEIL-ESSONNES

Code AIOT : 0006503969

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/04/2025 dans l'établissement REVIVAL implanté 9 RUE DECAUVILLE 9-11 91100 CORBEIL-ESSONNES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- REVIVAL
- 9 RUE DECAUVILLE 9-11 91100 CORBEIL-ESSONNES
- Code AIOT : 0006503969
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les installations, précédemment exploitées par la société SLG RECYCLING, ont été reprises en juin 2017 par la société REVIVAL (appartenant au groupe DERICHEBOURG).

Le site est spécialisé dans la collecte, le recyclage et la valorisation des déchets fers et métaux non dangereux.



## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**



N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Détection automatique d'incendie	Arrêté Préfectoral du 12/03/2015, article 6.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Détection de radioactivité	Arrêté Préfectoral du 12/03/2015, article 9.1.1	Demande d'action corrective	3 mois
4	Isolement du réseau de collecte	Arrêté Préfectoral du 12/03/2015, article 4.10	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Analyse des eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 12/03/2015, article 7.7	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 12/03/2015, article 6.2.4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées propose de mettre en demeure l'exploitant de réaliser les travaux nécessaires à l'isolement total du réseau de collecte des eaux pluviales vis-à-vis de l'extérieur afin de retenir les eaux incendie.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Détection automatique d'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/03/2015, article 6.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection automatique d'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les parties fermées ou abritées de l'installation sont équipées de détecteurs et d'alarmes d'incendie. Un système de détection d'hydrogène est mis en place dans le local dédié au stockage de batteries usagées. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection ou d'extinction. Il rédige des consignes de maintenance et organise à fréquence annuelle des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.



**Constats :**

Sans objet car le bâtiment présent au 9/11 rue Decauville a été détruit.

L'exploitant a fait installer des détecteurs de chaleur sur le périmètre de l'installation.

L'exploitant transmettra à l'inspection le dernier rapport de vérification de l'installation de détection automatique d'incendie.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 2 : Désenfumage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 12/03/2015, article 6.2.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Désenfumage

**Prescription contrôlée :**

Les locaux à risque incendie (et notamment la zone de stockage de carburant) sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes aux normes en vigueur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.

Ces dispositifs sont à commandes automatique ou manuelle. Leur surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à :

2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m<sup>2</sup> ;

A déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m<sup>2</sup> sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des locaux.

En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage ou la cellule à désenfumer dans le cas de local divisé en plusieurs cantons ou cellule. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.

Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont adaptés aux risques particuliers de l'installation.

**Constats :**

Sans objet car le bâtiment présent au 9/11 rue Decauville a été détruit.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Détection de radioactivité**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 12/03/2015, article 9.1.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Détection de radioactivité

**Prescription contrôlée :**

Avant réception de métaux, déchets de métaux ou de batteries usagées une information préalable doit être communiquée à l'exploitant par le déposant (à l'exception des apports par les particuliers), indiquant le type et la quantité de matières livrées.

Un contrôle visuel du type de matières reçues est réalisé afin de vérifier leur conformité avec les



informations préalablement délivrées.

L'installation doit être équipée d'un moyen de pesée à l'entrée du site et chaque apport de métaux ou déchets de métaux, de batteries ou lots de batteries fait l'objet d'un mesurage. A défaut, le déposant doit être en mesure de justifier la masse de matières qu'il apporte.

Seuls les déchets conditionnés et étiquetés conformément aux réglementations en vigueur, accompagnés d'une fiche d'identification des déchets et d'un bordereau de suivi conforme à celui prévu par l'arrêté du 29 juillet 2005 modifié peuvent être reçus dans l'installation.

La fiche d'identification mentionne notamment les propriétés de dangers et les mentions de dangers des substances et préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement. Elle est établie par le producteur initial du déchet ou, pour les déchets des ménages, par l'exploitant de l'installation de collecte de ces déchets ou, à défaut, le collecteur ou, lorsqu'il existe, l'éco-organisme agréé en vertu de l'article L. 541-10 du code de l'environnement.

Les déchets dangereux introduits dans l'installation de manière accidentelle seront traités avec les déchets dangereux produits par l'installation. Tous les métaux ou déchets de métaux doivent au préalable de leur admission faire l'objet d'un contrôle de leur radioactivité par un équipement de détection. Les déchets émettant des rayonnements ionisants sont cartés, signalés à l'inspection des installations classées et traités dans les conditions prévues à l'article L. 542 du code de l'environnement.

Un affichage des matières prises en charge par l'installation doit être visible à l'entrée de l'installation. Les matières non listées ne sont pas admises dans l'installation.

#### **Constats :**

La plateforme située au 9/11 rue Decauville ne dispose pas de portique de détection de radio-activité.

L'exploitant explique que le pont bascule est hors-service pour le moment. Dès que le pont bascule sera réparé, l'exploitant installera un système de détection de radio-activité.

A ce jour, tous les camions utilisent le pont bascule situé au 14 rue Decauville qui, lui, est doté d'un portique en état de fonctionnement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### **N° 4 : Isolement du réseau de collecte**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 12/03/2015, article 4.10

**Thème(s) :** Risques accidentels, Isolement du réseau de collecte

#### **Prescription contrôlée :**

Isolement du réseau de collecte

Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou l'écoulement d'un accident de transport.

Une consigne définit les modalités de mise en oeuvre de ces dispositifs.

#### **Constats :**

L'établissement dispose d'une vanne d'isolement permettant l'obturation d'une partie des réseaux



d'évacuation des eaux de ruissellement.

L'exploitant explique qu'une deuxième vanne d'isolement est prévue afin d'obturer la totalité des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement.

Par ailleurs le plan des réseaux n'est pas à jour.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 5 : Analyse des eaux résiduaire

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 12/03/2015, article 7.7

**Thème(s) :** Risques chroniques, Analyse des eaux résiduaire

**Prescription contrôlée :**

Une mesure des concentrations des différents polluants sus-visés doit être effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement selon les méthodes de référence précisées dans l'arrêté du 7 juillet 2009 susvisé. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement sur une journée de l'installation et constitué, soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure. Les échantillons doivent être prélevés par un organisme compétent.

**Constats :**

La dernière analyse des eaux résiduaire en 2024 par le laboratoire EUROFINs a été communiquée à l'inspection le jour de l'inspection. Ces dernières respectent les valeurs limites d'émission à l'exception des MES (Matières En Suspension) : ceci est une non-conformité (464 mg/L au lieu de 100 mg/L).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant fera faire de nouvelles analyses des eaux résiduaire après avoir décelé la cause de la présence des MES.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois